

L'OPACITÉ TOTAL

LE 1 JUIN 2011 RENAUD COUREAU

Total soutient officiellement les initiatives en faveur de la transparence financière. Mais en étudiant les données fournies par la major pétrolière, on découvre qu'elles sont largement insuffisantes.

Quand il s'agit d'impôts, le groupe Total est plein de bonnes intentions. Quand les militants des droits de l'Homme ont demandé des comptes à la première société française pour éclaircir ses liens avec la junte birmane, bénéficiaire de l'exploitation des pétrolières, le PDG Christophe de Margerie leur a répondu ceci :

“

Quand on est dans un pays, on paie des impôts, qui sont censés bénéficier à l'ensemble de la population. Je ne suis pas là pour juger ce que le pays fait de ces impôts¹

”

L'argument est discutable. Même si Total ne met pas directement de l'argent liquide dans les poches des dictateurs birmans, le secret de ces versements rend toutes les dérives possibles. Une opacité fiscale qui facilite la corruption, en Birmanie comme ailleurs.

Selon **le rapport annuel du groupe**, la charge d'impôts de Total en 2009 représente 7,751 milliards d'euros. Mais le document oublie de préciser à combien, à quel pays et à qui sont versés ces contributions fiscales.

Depuis la création de l'organisation internationale ITIE (**Initiative sur la transparence des industries extractives**), la question de l'accès aux données financières des industries extractives (mines, gaz et pétrole) est considérée comme un enjeu de démocratie. Son argument : plus de transparence permettrait de limiter l'évasion fiscale, de lutter plus efficacement contre la corruption, de faciliter la bonne gestion des ressources. Dans les régions très pauvres où elles travaillent, les majors des hydrocarbures ou des minerais ont un impact important sur l'économie de pays entiers.

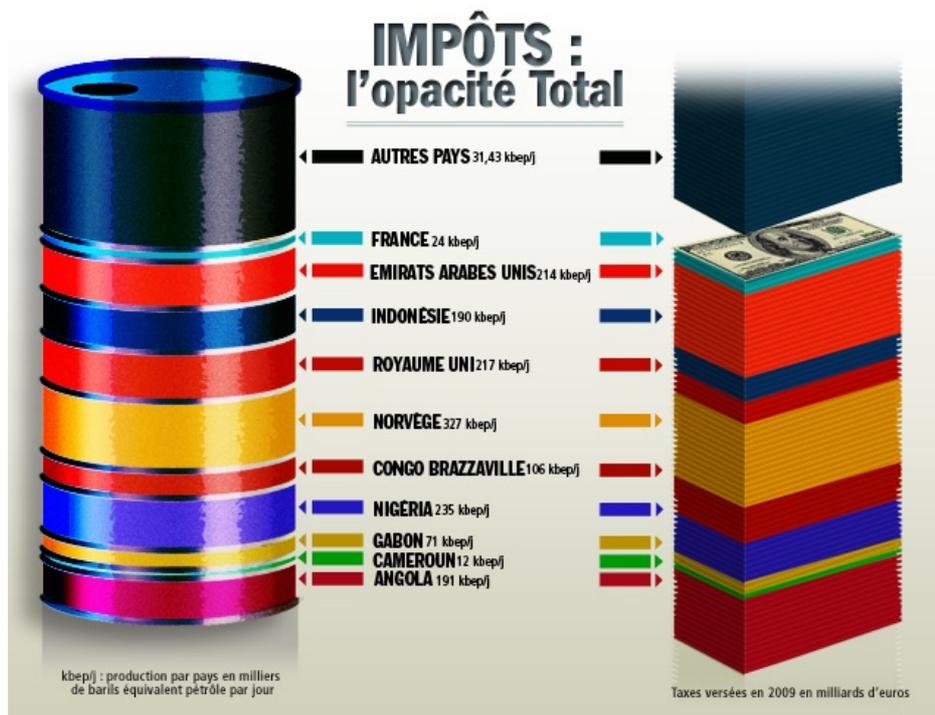
Poussé par des ONG, Total a fini par s'engager dans ce sens et affirme soutenir l'ITIE depuis sa création, en 2002. **Sur le site web du groupe**, on peut lire la déclaration suivante :

“

Total s'engage en faveur d'une transparence rigoureuse et participe activement aux initiatives et dialogues intergouvernementaux sur le sujet.

”

Passés ces beaux engagements, le groupe pétrolier a concrètement diffusé **huit documents**, précisant son activité et les taxes payées dans huit pays. De plus, les dirigeants de Total ont tenu à faire savoir qu'ils payaient 300 millions d'euros par an à la France, principalement au titre de la contribution économique territoriale (anciennement taxe professionnelle).



Or, les données se révèlent contradictoires : pour l'année 2009, Total déclare dans ce document avoir payé 8,849 milliards d'euros d'impôts aux dix pays représentant 69,6% de sa production... alors que son rapport annuel annonce que le groupe a versé 7,751 milliards en contributions fiscales pour l'intégralité de ses activités. Derrière cette incohérence, le problème des chiffres fournis apparaît : plutôt que de donner le détail, Total ne livre que des données agrégées qui ne rendent aucun compte de la complexité des taxes et contributions payées dans chaque pays, dont on peut avoir une idée en regardant un tableau plus complet fourni pour le Nigeria.

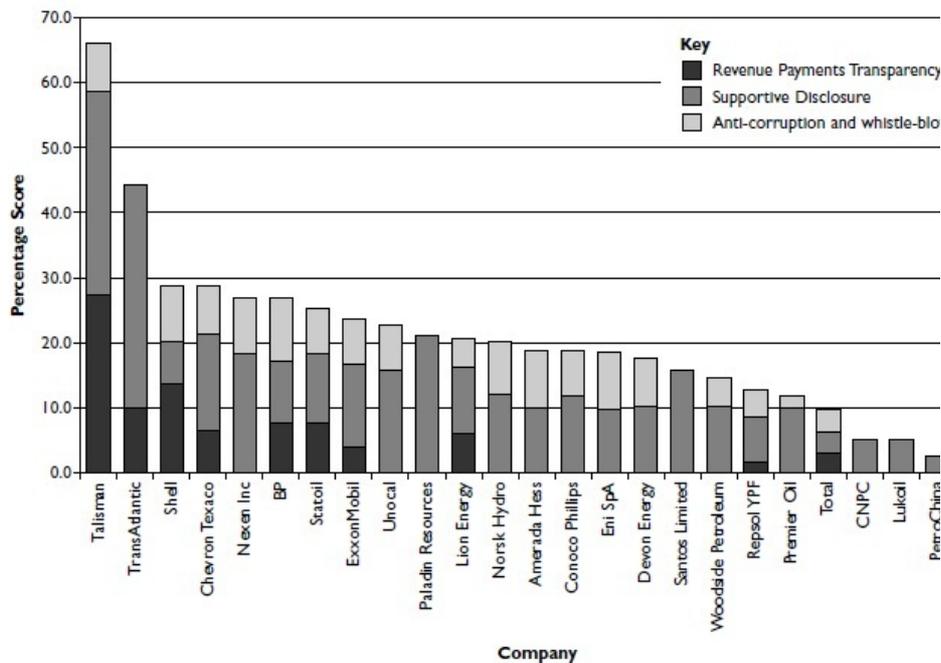
Millions US\$	2008	2009
Petroleum Profit Tax	1,982.9	509.3
Royalty - Oil	968.5	460.4
Royalty - Gas	13.9	19.0
Other taxes	154.6	198.0
Total	3,119.9	1,186.7

Selon les pays, Total ne verse pas un mais deux principaux types d'impôts : les royalties, en fonction des quantités extraites, et les impôts sur les bénéfices des résultats de la filiale locale. La charge d'impôt annoncée dans le rapport annuel ne représente que les sommes payées sur les bénéfices. Les royalties, elles, sont intégrées dans les charges d'exploitation, un ensemble indéfini de 18,591 milliards d'euros. Impossible de croiser les données nationales avec celles, globales, du rapport annuel. Et donc impossible d'obtenir des informations indirectes sur les sommes versées en dehors de ces dix pays.

Les pays sur lesquels Total ne communique pas n'ont pas été laissés dans l'ombre par hasard. Birmanie, Azébaïdjan, Libye, Iran, Syrie et Yémen sont précisément les pays visés par les ONG de lutte anti-corruption (voir **l'étude de Transparency international** sur le sujet). Celles-là même qui militent pour la transparence des données financières. Or, sans les données précises, filiale par filiale, impossible d'établir un état des lieux des impôts payés et de respecter le niveau de « transparence » dont se réclame le géant pétrolier.

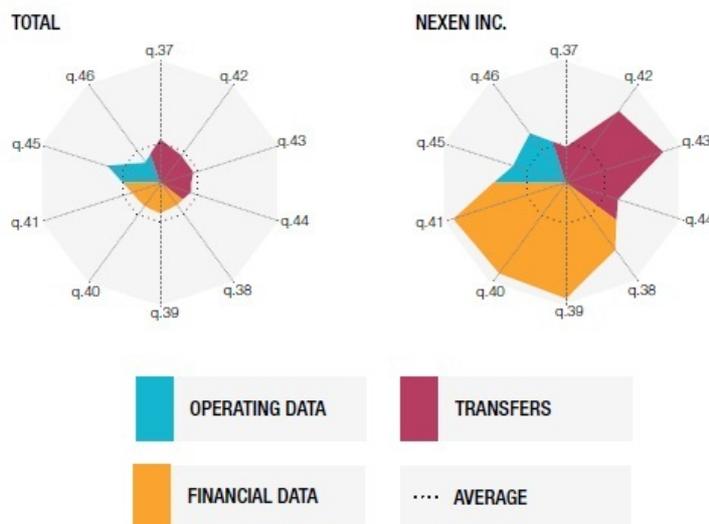
Le pétrolier français opaque... à 90,5%

Parmi les études sur la transparence des compagnies pétrolières, **le rapport Beyond the rhetoric**, réalisé par l'ONG Save the children en 2005, visant précisément à mesurer l'adéquation entre les discours tenus et les actes. Les résultats de Total y sont catastrophiques : noté sur 100, comme les autres compagnies, le pétrolier français obtient un score de 9,5, ce qui en fait la cinquième compagnie la moins bien notée. Les quatre dernières étant des compagnies nationales chinoises, russe et malaisienne. Lesquelles n'ont jamais pris le moindre engagement en matière de transparence.



Le résultat de cette étude est clair : en 2005, la participation de Total à l'EITI n'est qu'une démarche de communication. Piqués au vif, les dirigeants de Total ont décidé en réaction de diffuser certaines données. Celles-là même dont nous avons prouvé la pertinence plus haut ...

En 2011, un rapport de Transparency International sur le même thème



Pour justifier ce manque d'informations, un argument revient régulièrement : « ce sont les dirigeants des pays en questions qui refusent de diffuser les chiffres, se défendent les majors. Qui sommes-nous pour diffuser ce qu'ils souhaitent garder confidentiel ? » Pour étudier la validité de cet argument, Transparency a comparé les informations publiées par différentes compagnies pour un même pays.

AZERBAIJAN		NORWAY		ALGERIA	
SOCAR	77%	Statoil	100%	Statoil	69%
Statoil	69%	Talisman	54%	Talisman	31%
BP	54%	Eni	50%	Woodside	23%
Hess	23%	Hess	23%	BHP	15%
Lukoil	15%	Total	23%	Eni	15%
Chevron	8%	Conoco	15%	Hess	15%
Total	8%	Marathon	15%	Repsol	15%
CNPC, Devon, Exxon, Inpex, PetroChina	0%	BP	8%	BP	8%
		Chevron	8%	Conoco	8%
		Exxon	8%	Total	8%
		Shell	8%	PetroChina, 0%	0%
				Sonatrach	0%

Pour un même état, les quantités de données fournies sont très différentes selon les compagnies. Et Total est toujours derrière ses concurrents. Les annexes du rapport de Transparency recèlent même une surprise de taille : c'est en France que Total obtient le plus mauvais score sur la diffusion des données, 8% pour une moyenne mondiale de 53%. C'est donc dans son pays d'origine que le pétrolier est le plus opaque.

Les pays pauvres ont intérêt à la transparence de Total



Total s'engage en faveur d'une transparence rigoureuse.



Après un examen attentif des démarches de Total en matière de transparence, la « *transparence rigoureuse* » se révèle n'être qu'un bel engagement. Un constat d'autant plus décevant que toutes les compagnies pétrolières ne pratiquent pas l'opacité. Il suffit de consulter **le rapport ITIE de la Norvège** pour réaliser que certains états ont réussi à forcer la main des industriels. Contrôlées par un cabinet d'audit, les quelques pages consacrées à ce pays détaillent les quantités de pétrole extraites et les impôts payés, taxe par taxe, compagnie par compagnie.

Ce type de publications de données complètes, détaillées et auditées sont en substance la demande **des ONG actives sur le sujet** pour une réelle transparence fiscale. Certaines exigent ainsi un état des lieux public et obligatoire des bénéfices et impôts, pays par pays, pour toutes les multinationales. Des données dont dispose n'importe quelle société.

Envisagé dans un cadre global, ce débat diplomatique donne lieu à un intense combat de lobbying : les multinationales ont des moyens gigantesques, les militants ont l'opinion publique avec eux. Au Royaume-Uni, des activistes ont commencé **à monter des actions** contre les multinationales sur ce thème. Des organisations ont été spécialement créées, comme **Publish what you pay**.



Total a intérêt à la transparence.



Une fois décryptée la communication de Total, **cette phrase de Thierry Desmarest**, président du conseil d'administration de Total, mériterait une correction : ce sont les pays les plus pauvres qui ont le plus d'intérêt à la transparence de Total. L'évolution de la situation internationale semble montrer la voie d'une plus grande exigence. Si le pétrolier souhaite traduire son engagement pour une transparence financière réelle, c'est le moment d'agir.

Illustration CC Flickr: **Hugo90**

1. Cité Par Jean-Philippe Demont-Pierot dans *Total(e) impunité* [↔]

CASANIER

le 2 juin 2011 - 2:28 • SIGNALER UN ABUS - PERMALINK



La triste saga de TOTAL en Birmanie a donné lieu à plusieurs publications particulièrement accusatrices sur le soutien indéfectible apporté depuis 15 ans par le pétrolier français aux généraux birmans.

L'ong earth right international est accablante sur le financement colossal des généraux birmans sur comptes off shore singapouriens.

<http://www.earthrights.org/publication/energy-insecurity-how-total-chevron-and-pttep-contribute-human-rights-violations-financi>

le défunt site bakchich.info, toujours accessible sur le net, a publié nombre d'articles, en ligne :

<http://www.google.com/custom?>

domains=www.bakchich.info&siteSearch=www.bakchich.info&client=pub-3025571290370924&cof=GALT%3A%23009999%3BGL%3A1%3BDIV%3A%23000000%3BVLC%3AEB0057%3BAH-liste.gif%3BS%3Ahttp%3A%2F%2Fwww.bakchich.info%2F%3BFORID%3A1&ie=ISO-8859-1&q=Total+birmanie&siteurl=www.bakchich.info%2F&sa=Ok

VOUS AIMEZ



0

VOUS N'AIMEZ PAS



0

LUI RÉPONDRE

ENDYMION

le 2 juin 2011 - 12:01 • SIGNALER UN ABUS - PERMALINK



Pourquoi ce titre ? L'opacité n'est pas Totale mais partielle (et c'est déjà TROP), c'est justement le fond de ce papier !

Bizarre ...

VOUS AIMEZ



0

VOUS N'AIMEZ PAS



0

LUI RÉPONDRE

COPAINSKY

le 2 juin 2011 - 14:38 • SIGNALER UN ABUS - PERMALINK



En matière d'opacité financière, c'est clair que ceux sont les pays du sud qui trinquent. Là où nous nous plaignons du manque à gagner en France, les pays du sud perdent quant à eux 125 milliards d'euros de recettes fiscales par an. Si on instaurait une véritable transparence financière pays par pays, on pourrait punir légalement ce type de pratique. Pour ça le G20 doit sortir des effets d'annonce et mettre cette question à l'ordre du jour. Il y a une campagne actuellement dans les médias qui demande ça (aidons l'argent) et quelque part, tous les "indignés" d'Europe aussi.

VOUS AIMEZ



0

VOUS N'AIMEZ PAS



0

LUI RÉPONDRE

1 ping

L'opacité Total par OWNI « BASTA!GAZ le 5 juin 2011 - 21:02

[...] lire l'article complet : <http://owni.fr/2011/06/01/opacite-total-petrole-evasion-fiscale/>
J'aimeSoyez le premier à aimer ce [...]